

1998-579

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

SUJET: **LES BALKANS. LA SITUATION PRESENTE, POINT DE  
DEPART POUR UN NOUVEL AVENIR**

AUTEUR: LCL IULIAN BACIS,  
ROUMANIE  
A6

*PARIS, 1997*

# LES BALKANS. LA SITUATION PRESENTE, POINT DE DEPART POUR UN NOUVEL AVENIR

## I. INTRODUCTION

Après la disparition du bloc socialiste, les Européens pensaient à une longue période de stabilité et de paix sur le vieux continent. Ils se préparaient à savourer l'effet bénéfique de la disparition de la menace soviétique globale : progrès des démocraties, repli de l'essentiel des moyens militaires russes sur leur territoire, réduction des accumulations d'armements en Europe centrale. L'expression d'une volonté guerrière en Europe semblait absente. Mais les questions de minorités et de frontières ont fait leur réapparition en force sur la scène européenne, en dégénéralant en conflits ouverts. Le regain des nationalismes a provoqué le retour de la guerre dans les Balkans. Moins marqués par l'ampleur des mouvements des forces que par la dispersion et la complexité des lignes de contact, la guerre urbaine et la guérilla prolongée, ces conflits ont suscité quand même une attention particulière tout d'abord en Europe, ensuite dans le monde entier.

Connus sommairement comme « macédoine » des peuples ou « poudrière » de l'Europe, les Balkans suscitent des interrogations : que représentent-ils vraiment ? Quelles sont les causes de ces conflits presque perpétuels ? Les Balkaniques peuvent-ils seuls maîtriser la situation ? Quel type de relations politiques y-a-t-il entre ces Etats ? Ont-ils besoin de l'aide de la communauté internationale ? Peuvent-ils s'intégrer dans les organismes européens de sécurité ? Ce sont des questions auxquelles nous allons essayer de répondre au fil des pages qui suivent.

Il apparaît nécessaire, pour appréhender la réalité difficilement saisissable des Balkans d'aujourd'hui, de faire appel à la géographie et à l'histoire afin de trouver des clés, des schémas explicatifs qui puissent fournir un meilleur éclairage du présent. Cette étude traduit le mélange d'apports très variés sur lesquels repose toute ambiguïté de la situation présente. Vouloir comprendre les Balkans actuels, c'est avant tout comprendre leur géographie et la part de l'histoire qui les a profondément façonnés et leur ont conférés des caractéristiques sociales particulières.

Il est possible, à présent, de dresser un bilan des dernières évolutions balkaniques qui, en Occident, ont été à l'origine d'une mobilisation politique, militaire et médiatique sans précédent pour se porter à l'aide des populations en souffrance. Ainsi, en dépit des apparences, il s'avère que l'évolution récente du monde balkanique s'inscrit essentiellement dans un contexte de continuité dû au poids du passé ; cependant, les Balkans se situent aujourd'hui à une croisée des chemins qui leur offre la possibilité d'oublier le passé traumatisant. Mais c'est également aborder cette zone sous l'angle géopolitique, explicatif des guerres récentes, des conflits « froids », ou des lignes politiques modernes, adaptées aux circonstances historiques.

Enfin, grâce à la compréhension apportée par ces approches, il sera possible de mieux saisir l'ambiguïté de la situation présente et de prendre conscience que les Balkans se doivent de bousculer leur passé s'ils désirent véritablement trouver un nouveau chemin.

## II. L'ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE

« La politique des Etats est dans leur géographie ».  
Napoléon

Les Balkans représentent la plus orientale des trois grandes péninsules méditerranéennes de l'Europe, qui englobe géographiquement l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, les pays de l'ancienne Yougoslavie et la Turquie d'Europe. Elle est limitée sur trois côtés par des mers : Adriatique à l'ouest, Méditerranée au sud, Egée et mer Noire à l'est. Au nord, la frontière géographique est le fleuve Danube. L'histoire y inclut aussi ce vrai « chapeau » de la péninsule - la Roumanie - qui, géographiquement et culturellement fait partie de l'Europe centrale. Mais elle représente une véritable plaque tournante ou la clef des Balkans vers l'Europe occidentale continentale et le monde russe.

Les Balkans sont, comme le montre leur nom, qui en turc signifie « montagne », une région de montagnes. On y trouve les chaînes Dinariques, de l'Albanie, du Pinde à l'ouest et au centre, du Péloponnèse au sud, des Balkans et le massif de Rodope au nord-ouest. Si on ajoute la chaîne des Carpates roumains, on a l'image d'une cité inexpugnable, qui oblige les armées en opérations à les contourner.

Les grands axes de circulation balkanique sont inchangés depuis de millénaires : la voie Morava-Vardar qui unit Belgrade à Salonique ; la voie Morava-Maritsa qui va du Danube à Byzance ; la via Egnatia qui, d'ouest en est, reliait Durrës à Salonique ; la porte de Fiume qui faisait de Trieste et Rijeka les ports de l'Autriche-Hongrie ; les défilés des Carpates qui ont rendu possible l'union des Roumains.

Mais, en dehors de ces axes, existent des cantons fermés, plaines maritimes de l'Attique et du Péloponnèse, bassins d'effondrement (Sofia, Thrace turque), vallées profondes de la Bosnie, plateaux karstiques de la Lika croate, hautes surfaces du Rodope ou du Pinde, et, au nord du Danube, la vaste plaine roumaine et le bassin de Transylvanie entre l'arc des Carpates.

Des rivières torrentielles caractérisent l'hydrographie. Les côtes relèvent d'un climat méditerranéen qui domine jusqu'à l'entrée des Dardanelles, avec des étés chauds et des hivers froids. L'intérieur est marqué par un climat continental, avec des températures qui peuvent passer de -30 à +40°C. La végétation est liée au climat : des oliviers et des cyprès sur les régions côtières, relayés par le chêne et les conifères des massifs bulgares à l'intérieur de la péninsule. Au nord, en Roumanie, on trouve les sapins et les bouleaux des forêts carpatiques. Deux caractéristiques marquent les terres balkaniques : l'existence de nombreux « microclimats » de bassins plus ou moins clos, comme Sofia, Ohrid, Sarajevo, entre autres ; l'importance des vents violents, dus à des isothermes proches et contrastés : la *bora* hivernale du Karst dinarique, le *meltemi* si agréable en été sur les îles de la mer Egée, la *kosava* yougoslave, le *vardanac* de Salonique aux terribles vents secs et chauds venus d'Ukraine (*sukhovii*) au nord du Danube.

La valeur de l'espace balkanique a changé au fil des siècles, en fonction des moyens militaires et des intérêts géopolitiques des peuples balkaniques eux-mêmes, ainsi que des grands empires. Considérés presque infranchissables jusqu'à l'arrivée des Turcs en Europe, les Balkans représentaient un espace clos, propice à la vie paisible des peuples. Appréciée jusqu'à cette époque par les peuples balkaniques, la valeur de leur espace géographique est entrée dans leur mémoire collective comme l'élément le plus important de leur environnement géopolitique, car le terrain était l'arme du faible en temps de guerre. Utilisant à la perfection le terrain, en profitant des refuges qu'il offrait, les armées balkaniques valorisaient au maximum cet espace hostile pour compenser leur infériorité face à des armées plus fortes.

Peu intéressés par la conquête de nouveaux espaces, les peuples balkaniques voulaient, à l'époque des grandes conquêtes géographiques, préserver leur indépendance. Depuis, les Balkans sont devenus une zone stratégique vitale pour l'empire ottoman et les empires européens, qui y ont envoyé leurs grandes armées à la recherche de l'élargissement de l'espace au-delà de leur environnement

immédiat. La nécessité de la dilatation de l'espace stratégique est ainsi rapidement entrée dans la pensée politique des petits pays balkaniques eux-mêmes. Les guerres balkaniques du début de ce siècle sont une illustration parfaite de cette volonté, car elles peuvent être caractérisées comme les guerres pour l'accès à la mer. La géographie commençait ainsi à être la cause des guerres entre les pays balkaniques, les engageant dans une politique de l'espace associée à un univers conflictuel peu propice au développement économique .

### III. LES FACTEURS HUMAINS

*« La démographie est au coeur des préoccupations des Etats dans la définition de leur projet politique. »  
François Caron*

Les Balkans, comme discours géopolitique, servent de mythe de la complexité du continent européen. Sur une bande territoriale avec une superficie d'environ 815.000 Km carrés, vit une population d'à-peu-près 80 de millions d'habitants. Pont entre l'Europe et l'Asie, sur la route des invasions, la péninsule a des populations très diverses, mais à dominante slave, car ceux-ci y forment le contingent le plus important : Bulgares, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Croates, Macédoniens, Slovènes, auxquels s'ajoutent les Turcs et les Grecs ; au nord, les Roumains à double identité géopolitique, balkanique et central-européenne.

Porteurs d'une culture millénaire ou pluri-millénaire, ces peuples forment le tissu humain de base de la péninsule. Leurs pays se réclament fièrement de leurs très anciennes traditions étatiques. Ils sont, en effet, les descendants des Grecs antiques, pour les Grecs ; des Illyriens pour les Albanais ; des Daces et des Romains pour les Roumains. Le groupe slave des peuples balkaniques est à son tour fier de ses ancêtres communs , les Slaves infiltrés dans cette zone à partir du V-ème siècle. Les Turcs, dont l'empire a dominé l'ensemble de la péninsule près de quatre cents ans ont laissé des traces profondes dans toute cette région et ils en sont fiers. Cette fierté, commune pour toutes les peuples balkaniques, représente en même temps un élément important des désaccords et des guerres qui ont marqué l'existence de la zone.

Les processus de formation des peuples sont particuliers. Les Grecs et les Albanais sont les plus anciens Balkaniques. Parlant des langues indo-européennes, ils ont fait mouvement vers le Sud : les premiers au milieu du deuxième millénaire avant J.-C., en se mélangeant aux autochtones policés par la Crète pour donner naissance à la civilisation mycénienne ( 1600-1100 avant J.-C. ) et, par la suite, à celle de l'Athènes classique ; les seconds, glissant du bassin du Danube aux rives de l'Adriatique où ils se sont perpétués durant deux millénaires avec de nombreux apports successifs, en particulier des Slaves, pour donner naissance au peuple albanais.

Les Roumains sont le seul peuple latin de cette zone. Leurs ancêtres, les Daces- élément d'un bloc thraco-dace indo-européen s'est individualisé à la fin du deuxième millénaire avant J.-C. Romanisés par une occupation d'un siècle et demi, de Trajan à Aurélien (106-271 après J.-C.), ils ont gardé une langue dérivée du latin et ont subi les influences postérieures des Goths, et surtout des Slaves. Les Roumains sont les seuls héritiers de la culture de Rome dans cette zone. Il faut en rapprocher des populations éparses à travers toute la péninsule, les Valaques, qui se désignent eux-mêmes comme Aroumains. Ils sont des Thraces romanisés, qui n'ont jamais eu d'Etat propre.

Les Slaves forment le contingent le plus important. Originaires de la zone des plaines entre Oder et Dniepr, ils ont franchi les Carpates en direction du sud à partir du sixième siècle de notre ère , envahissant au siècle suivant l'Empire byzantin par vagues compactes, qui ont laissé des traces profondes dans l'ensemble de la péninsule. Bulgares, Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, constituent les cinq peuples slaves balkaniques. Les tribus slaves de la Grèce ont été soumises dès le IX-ème siècle à une hellénisation religieuse et culturelle qui ont fait disparaître peu à peu leurs

caractères originaux, tandis que celles de la Macédoine, tiraillées entre leurs voisins, ont hésité jusqu'au XX-ème siècle à acquérir une identité spécifique.

A ces blocs ethnolinguistiques fondamentaux, caractérisés par leur langue et leurs traditions culturelles, l'histoire a ajouté les Turcs, dont l'empire, dans sa version ottomane, a dominé l'ensemble de la péninsule à partir de l'an 1354 jusqu'en 1878. A leur arrivée dans les Balkans ils avaient déjà derrière eux une longue histoire et leur civilisation puisait aux sources anciennes et prestigieuses. Les Turcs sont issus des nomades qui, dès le II-ème millénaire avant J.-C. , se sont organisés dans des fédérations de tribus, liées à des opérations guerrières. Convertis à l'islam, ils ont mené une politique de conquête- la « guerre sainte »- , en créant au début du XIII-ème siècle un vaste empire asiatique, prêt à commencer l'extension dans les Balkans.

Outre ces peuples, qui se trouvent dans les Balkans entre des frontières plus ou moins stables, il y a un bon nombre d'autres populations qui complètent cette macédoine : des Tatars et des Gagaouzes ( en Bulgarie ), des Arméniens et des Tziganes répandus dans toute la péninsule en nombre différent, des Allemands et des Hongrois en Roumanie.

Plusieurs aspects historiques ont marqué profondément l'existence de ces peuples et de la péninsule elle-même. Tout d'abord son incorporation dans l'Empire romain, dont les traces sont marquées profondément en Roumanie. Ensuite, son appartenance à l'Empire byzantin, qui a donné aux peuples balkaniques une religion essentiellement chrétienne et particulièrement orthodoxe . Enfin, la conquête ottomane qui a provoqué à la fois des passages à l'islam de certaines populations, notamment en Albanie, en Macédoine, en Bulgarie et en Bosnie, ainsi que le développement du nationalisme dans toute la péninsule.

#### **IV. LES NATIONALISMES BALKANIQUES FACE A DES PUISSANTES PRESSIONS EXTERIEURES**

Examiner la péninsule balkanique sous l'angle géopolitique est indispensable dès lors que l'on veut aborder les raisons profondes qui sous-tendent sa vie et expliquer les comportements des pays la composant. Ainsi, concernant les pays balkaniques, est-il nécessaire de faire le constat que ceux-ci, traditionnellement soumis aux pressions constantes de grands empires, ont toujours essayé d'y s'échapper.

La naissance des pays balkaniques en tant qu'Etats modernes indépendants est en fait relativement récente : la Grèce à la suite de la guerre d'indépendance de 1821-1830 ; la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie à la suite de la guerre russo-roumano-turque de 1887 ; l'Albanie à la suite de l'insurrection de 1912. Les cas de la Macédoine, de la Croatie, de la Slovénie et de la Bosnie-Herzégovine font le sujet des débats actuels dans l'arène politique européenne. Ces naissances tardives s'expliquent par la situation géographique de ces pays. Ils sont situés à un véritable carrefour d'empires morts. Les empires romain, ottoman, austro-hongrois, russe et soviétique y ont tour à tour exercé une influence prépondérante.

Les dominations subies jusqu'au XIX-ème siècle ont développé chez les peuples balkaniques de forts sentiments nationalistes qui se traduiront ensuite par un réalisme politique marqué. Les processus de formation de ces peuples ont été particuliers. C'est la domination ottomane qui leur donne un dénominateur commun, car à partir du XIV-ème siècle, tous tombèrent sous celle-ci. Cette domination a été totale dans les pays slaves, en Grèce et en Albanie, considérées comme des provinces turques et plus nuancée dans les pays roumains qui n'ont jamais été incorporés dans l'Empire du sultan, mais ont été des principautés vassales. A partir de 1870 et jusqu'à la première guerre mondiale, les pays balkaniques ont été le théâtre d'affrontements entre les trois grands Empires austro-hongrois, russe et ottoman.

Ces dominations successives ont ancré un sentiment nationaliste durable dans l'esprit de ces peuples et conduit ceux-ci à pratiquer un réalisme politique dicté par une forte volonté de survie.

Une des constantes dans la géographie historique de ces pays est la discordance entre les frontières des Etats et les zones contenant des populations de même souche. Les nationalismes affichés se sont traduits dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle par la volonté de rassembler toutes ces populations dans des Etats uniques. Ces volontés ont été vraiment couronnées de succès dans le cas des Roumains qui ont abouti à la création d'un Etat national unitaire en 1918. On mettait ainsi fin aux implications roumaines dans les Balkans et le champ de l'action politico-militaire roumaine se mutait dans l'Europe centrale.

Pour les Slaves du Sud, les Bulgares, les Grecs et les Albanais la voie s'est avérée plus difficile, voire impossible. La disparition de l'empire turc a posé entre eux le problème très sérieux du partage de l'héritage historique turc. C'est le moment où apparaissent les rivalités entre les Etats chrétiens balkaniques encouragés par les puissances européennes de l'époque. Elles allaient aboutir aux Guerres balkaniques de 1912-1913. A la fois guerres pour l'accès aux mers (pour la Bulgarie et la Serbie), de dilatation de l'espace « national » (pour tous les participants), ces guerres ont été en réalité désastreuses pour toute la péninsule, car les Etats balkaniques ont été désormais séparés par des accusations d'atrocités et des haines qui ont perduré jusqu'au-delà de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la petite péninsule ne pouvait pas répondre à la *Megale Idea* grecque, au rêve bulgare de refaire l'ancien empire et celui serbe d'une *Grande Serbie*.

L'ordre de Versailles mettait les Slaves du Sud (moins les Bulgares) au sein d'un seul Etat fédéral, la Yougoslavie, selon leur volonté commune. Mais le modèle français de l'«Etat-nation» et l'idée américaine de libre disposition des peuples vont faire carrière dans les Balkans.

La Seconde Guerre mondiale a marqué profondément les Balkans. La fin de cette guerre s'est accompagnée de l'instauration du communisme soviétique dans presque toute la péninsule (exceptions faites de la Grèce et de la Turquie), suite au partage fait à Moscou par Staline, Molotov, Churchill et Eden... Dans ces pays, des structures économiques et sociales conformes au modèle socialiste ont été mises en place. La planification autoritaire dans tous les domaines de l'économie, la collectivisation des moyens de production, ainsi qu'un niveau élevé de dépendance, notamment en matière énergétique liaient ces pays à l'Union soviétique.

Le fameux « rapport Est-Ouest » dont on parle dans le *Livre Blanc français* pour désigner « une période de rationalité exceptionnelle » qui dominait les rapports géostratégiques sur le continent européen, n'était en fait qu'un « rapport l'Union Soviétique-Ouest ». Les voix des autres pays du bloc communiste n'étaient jamais entendues dans la communauté européenne et mondiale. Pour eux tout ce qui était admis se réduisait à des « expériences d'autonomie » au sein du bloc, convenables à Moscou et aux dirigeants installés ou admis dans les pays satellites. Ce fût le cas dans les pays balkaniques. Le désir de démocratie et de liberté qui s'est installé au fur et au mesure dans la conscience des sociétés balkaniques était brutalement étouffé par des mesures prises par les dirigeants communistes. D'où une sorte de « stabilité exceptionnelle » du monde balkanique.

A la fin de cette période, tous les pays balkaniques émancipés enfin de l'ex-glacis soviétique présentaient sur le plan économique, à des degrés divers, des déficiences majeures: appareil industriel obsolète, circuits économiques inefficaces, capacités réelles de remboursement limitées, monnaies non convertibles et des dettes extérieures immenses (à l'exception de la Roumanie).

Mais l'effondrement de l'URSS à la fin des années 80 et la fin du monde bipolaire ont entraîné une situation géopolitique entièrement nouvelle dans les Balkans. Les nouveaux Etats, à la recherche d'une identité, ont affirmé sur le terrain, souvent par la violence, leur souveraineté et leurs ambitions naissantes. Face à ce nouvel environnement, marqué principalement par la fragilité et la multiplicité des risques, les autres Etats balkaniques ont manifesté leur volonté de rompre avec le passé pesant et de s'intégrer dans les structures démocratiques, économiques et de sécurité européennes.

## V. LES BALKANS A LA CROISEE DES CHEMINS

### 1. LA SITUATION ACTUELLE DANS LES BALKANS

Après la disparition de l'antagonisme bipolaire, l'évolution du monde balkanique est caractérisée par plusieurs aspects caractéristiques, car la fin des régimes communistes en Bulgarie, en Roumanie et en Albanie et l'éclatement de la fédération yougoslave ont bouleversé les données géopolitiques dans les Balkans.

Tout d'abord, on peut mentionner la tendance vers la déstructuration, marquée par la disparition de l'ensemble fédéral yougoslave et la crise albanaise, ainsi que de plusieurs foyers de crises potentielles. Ensuite, on peut constater une implication croissante des organismes occidentaux à la résolution des crises balkaniques. Enfin, c'est une nouvelle attitude géopolitique qui caractérise plusieurs Etats de cette zone.

#### 1.1. Les tendances vers la déstructuration

##### 1.1.1. La guerre yougoslave

*« Les mouvements nationaux se réveillent comme Belles au bois dormant et meurent en monstres de Frankenstein »*

Le 15 octobre 1991 la Bosnie-Herzégovine proclamait son indépendance. C'était le dernier Etat de l'ensemble fédéral yougoslave à le faire, après la Slovénie, la Croatie et la Macédoine. C'était en même temps une preuve « palpable » que les idées wilsoniennes avaient fait long feu.

Soumise au diktat de la République fédérale d'Allemagne, la Communauté européenne acceptait le 15 janvier 1992 de reconnaître la Croatie et la Slovénie et d'entériner ainsi, sans négociations préalables, l'éclatement de la Yougoslavie. L'Europe et notamment les pays balkaniques commençaient à sentir le danger d'une nouvelle ère de redécoupages territoriaux et de morcellement des Etats.

Les réactions serbes ont été imprévues pour la communauté balkanique elle-même. La guerre embrasé d'abord la Slovénie durant l'été 1991 avant de s'étendre à la Croatie, puis à la Bosnie au printemps 1992, marquée par le « nettoyage ethnique » mené sous l'oeil impuissant des « casques bleus » confinés dans un rôle de secouristes. Un an plus tard, les milices serbes ont conquis les deux tiers du territoire bosniaque, les milices croates ont achevé de « purifier » leurs zones.

Les accords de Dayton, qui, le 14 décembre 1995, ont mis fin au conflit bosniaque sont caractérisés par leur ambiguïté. Ils prétendent effacer les conséquences humaines du nettoyage ethnique en affirmant le droit de toutes les personnes déplacées à réintégrer leurs foyers, mais entérinent ses résultats politiques en reconnaissant la Fédération croato-musulmane et la République serbe comme deux entités territoriales séparées. De même, ils affirment que la Bosnie-Herzégovine « *conserve son existence en tant qu'Etat en droit international* », mais autorisent ses entités constitutives à établir des « *relations bilatérales particulières avec les Etats voisins, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine* ». Il n'est donc pas étonnant que l'application des accords de Dayton n'ait cessé de se révéler délicate et imprévisible.

Les conséquences de cette véritable troisième guerre balkanique se révèlent désastreuses pour toutes les parties en conflit. Il y a, tout d'abord, le nombre de morts et de blessés, les dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées; il y a, ensuite, les destructions de villes et de villages, de monuments historiques d'une valeur inestimable; il y a, enfin, une vie économique paralysée, avec l'appareil industriel et les infrastructures détruites. En un court laps de temps, une grande partie de la population - plus de 90% - a commencé à lutter pour sa survie. Au sommet de cette échelle déformée, un très petit nombre de profiteurs de guerre - aussi bien en Serbie, et en Croatie qu'en Bosnie-Herzégovine - se sont enrichis de manière insolente et dominant une structure sociale devenue anormale. Cette mince couche associée aux membres des élites nationalistes dispose non seulement de

l'entière richesse nationale, mais aussi des vies de citoyens dépossédés et impuissants parce qu'ils sont soumis aux manipulations les plus démagogiques. A cet égard, les médias locaux ont joué et jouent encore un rôle néfaste de « bourrage de crâne ».

Le paradis promis par les hystériques du nationalisme s'est transformé en enfer quotidien. Les sociétés des nouveaux Etats nés par l'implosion de l'ancienne Yougoslavie sont autistes, xénophobes, saturées de haine et d'animosité envers l'autre.

### 1.1.2. La tentation de sécession du Monténégro

Lors du référendum de mars 1992, les Monténégrins avaient opté pour que leur pays devienne « *un Etat souverain, associé à la Serbie dans le cadre de la Fédération yougoslave* ». Mais depuis, la capitale, Podgorica, malgré les rappels à l'ordre de Belgrade, a affirmé sa souveraineté par tous les moyens: la police a été complètement épurée de ses éléments pro-serbes et les médias ont souligné en permanence les différences entre le système démocratique monténégrin et le système militariste et autocratique de Belgrade.

Le pays dispose d'atouts touristiques exceptionnels, avec la plus belle côte et les rares véritables plages de l'Adriatique. Il est doté d'une législation beaucoup plus favorable que celle en vigueur en Serbie et même en Croatie aux investissements étrangers. Et tout devient prétexte à confrontation avec la Serbie. Fortement motivée par l'accès à l'indépendance des autres pays yougoslaves, la classe politique monténégrine semble tenté par la sécession, ce qui peut rendre la situation dans les Balkans une fois de plus explosive.

### 1.1.3. La crise albanaise

L'importance régionale de l'Albanie a été redécouverte par les européens après l'explosion balkanique de 1991 et notamment à l'occasion du face-à-face entre Serbes et Albanais du Kosovo. En 1997, l'Europe a été obligée d'organiser et de mettre en place l'« *Opération Alba* » afin d'éteindre un conflit interne qui menaçait d'évoluer vers une guerre civile ( la révolte populaire contre les « pyramides »).

La situation s'était détériorée rapidement, à la fin de 1996 et au début de 1997, avec l'écroulement des « pyramides » dans lesquelles 65% de la population avaient investi pour un montant d'environ 2 milliards de dollars, lesquels ont généré un chiffre d'affaires estimé à 6 milliards de dollars. Ce « jeu » a provoqué la perte totale des économies de la population. Dans cette affaire , le régime au pouvoir était profondément impliqué. D'ailleurs, le régime Berisha avait toutes les caractéristiques négatives des précédents, plus la destruction de leurs conquêtes socio-économiques. En quatre ans, plus de 50% de la population a été contrainte à d'incessantes migrations. Dans un pays fier de sa laïcité conquise après cinq siècles de domination ottomane, le pouvoir en place a découvert l'« islam d'Etat » : les meilleures écoles ont été construites par des fondations iraniennes, saoudiennes ou turques; l'élite de l'armée a été formée dans les pays islamiques et le nombre de mosquées a littéralement explosé. En ce temps, l'économie officielle a été paralysée et remplacée par un vaste système d'économie informelle, illégale et criminelle, gérée par les mafias. Le favoritisme et la corruption étaient politique d'Etat.

La révolte populaire a provoqué la disparition des structures essentielles de l'Etat albanais et un chaos total dans tout le pays. Les élections supervisées par l'opération « Alba » n'ont réussi qu'à doter le pays d'un Parlement, d'un gouvernement et d'un président nouveaux. L'essentiel reste à faire dans ce pays: reconstruire l'économie, rétablir un ordre démocratique, nouer des relations des confiance avec les pays balkaniques.

En plus, l'Albanie a des relations tendues avec ses voisins. Répartis entre trois pays (Albanie, République de Macédoine, RFY), la moitié des Albanais se trouvent hors du territoire national. Oubliés des traités du début du siècle, ils ont le sentiment de n'avoir pas saisi leur chance au moment où les peuples issus de l'ex Yougoslavie acquéraient leur indépendance. La communauté albanaise représente 23% de la population en Macédoine. Le Kosovo (RFY), où 90% de la population est albanaise,

représente à présent le principal foyer de tensions dans les Balkans. S'il devait y avoir déstabilisation, elle proviendrait vraisemblablement de mouvements transnationaux: afflux de réfugiés, trafics d'armes, ou actions des factions paramilitaires albanaises.

## 1.2. AUTRES FOYERS DE CRISE DANS LES BALKANS

### 1.2.1. Les relations complexes de la Macédoine avec ses voisins

L'ambiguïté qui a présidé à l'irruption de ce nouveau pays balkanique se reflète dans son propre nom : pour la Communauté européenne, qui l'a reconnu en juin 1992, comme pour les Nations unies, qui l'ont admis en avril 1993, il s'appelle toujours l'«ex-République yougoslave de Macédoine». Et pour cause: l'histoire a divisé la Macédoine géographique entre la Yougoslavie (Macédoine du Vardar, 39% du territoire), la Grèce (Macédoine de l'Egée, 51%), la Bulgarie (Macédoine du Pirin, 9%) et l'Albanie (1%). Et sur ces terres s'est opéré un formidable brassage d'ethnies, de religions et de cultures, qui vaut à la Macédoine d'être devenue un nom commun. Dans ces conditions, les dirigeants de Skopje sont forcément suspects de vouloir détourner l'héritage, voire d'encourager les menées irrédentistes.

La Bulgarie reconnaît la République mais ne reconnaît pas la nation macédonienne, considérée comme bulgare. La manoeuvre vise à éloigner Skopje de Belgrade, tout en veillant à ce que ses dirigeants ne se mêlent pas des affaires de la minorité macédonienne de la région bulgare de Pirin.

L'attitude de Belgrade est symétriquement opposée: la Serbie reconnaît la nation, mais pas l'Etat macédonien, censé reprendre un jour sa place dans la nouvelle Yougoslavie. On mise sur les difficultés économiques du petit pays, dont près de 70% du commerce se fait avec son voisin du nord, pour ne rien dire des problèmes d'énergie ou de transport.

La Grèce accuse la Macédoine de visées expansionnistes, et en voit la confirmation dans l'«usurpation» de ses symboles. «*Celui qui prend le nom de Macédoine pour lui seul le monopolise, transformant les autres Macédoines en orphelins. Le nom Macédoine appartient à la Grèce*», dit-on à Athènes. La Grèce redoute que la Macédoine n'éclate et ne soit partagée entre la Bulgarie et l'Albanie. Or, historiquement, une grande Bulgarie et une grande Albanie ont toujours convoité la Thrace et l'Epire grecque.

L'Albanie se montre pour le moment (compte tenu de sa situation) indifférente au sort de sa minorité en Macédoine. Mais les Albanais musulmans de Macédoine (23% de la population) n'ont renoncé à aucune de leurs exigences: le retour au statut de «*peuple constitutif*» que Tito leur octroya en 1974, l'accession de l'albanais au rang de langue officielle, et la légalisation de l'université «*sauvage*» de Tetovo fondée en 1994. En clair, les attributs d'une très grande autonomie politique et culturelle.

Les relations tendues de la Macédoine avec ses voisins nuisent à l'ensemble des relations établies dans les Balkans.

### 1.2.2. Les relations gréco-turques

La multiplication des incidents entre la Grèce et la Turquie, alliées au sein de l'Otan et par voie de conséquence les seuls pays balkaniques à bénéficier de garanties collectives de sécurité, révèle la fragilité d'un statu quo diplomatique et d'un face-à-face militaire vieux de 20 ans. Aux questions bilatérales et institutionnelles entre les deux pays (la délimitation du plateau continental, l'extension des eaux territoriales, la militarisation de la région et Chypre), s'ajoutent les problèmes issus de l'après guerre froide.

Depuis 1991, le programme de modernisation militaire de la Turquie, l'accroissement de son rôle régional en Asie centrale et son «retour» dans les Balkans sont à peine balancés, au regard des Grecs, par les problèmes économiques internes, la montée de l'islamisme, la question kurde et les difficultés à s'ériger en véritable puissance régionale. Pour la Turquie, malgré la confirmation de son statut de

partenaire privilégié au sein de l'Alliance et son rôle de puissance régionale, les relations gréco-turques continuent d'être « l'épine dans le pied » de ses relations avec l'Europe. Dans le conflit bosniaque et dans le problème macédonien, les deux pays se sont retrouvés dans des « camps opposés », aggravant les lignes de fracture de la région.

Tous ces conflits, plus ou moins ouverts, donnent raison à l'appréciation du *Livre Blanc* français, conformément auquel « *les extrémismes peuvent se nourrir du regain nationaliste constaté à la fin de la guerre froide, en particulier en Europe* ». « *Les questions de minorités et de frontières ont fait leur apparition en force sur la scène européenne et menacent, si elles ne sont pas traitées suffisamment en amont, de dégénérer en conflits ouverts* », peut-on également lire dans ce livre. La résolution des conflits balkaniques semble impossible sans l'implication des organismes européens concernés.

## 2. L'OCCIDENT S'IMPLIQUE DANS LA RESOLUTION DES CRISES BALKANIQUES

Soucieux d'empêcher l'extension de la guerre au reste des Balkans, l'Occident a réagi promptement. Après avoir reconnu l'indépendance des pays yougoslaves sécessionnistes, la communauté internationale a envoyé en ex Yougoslavie une force militaire internationale de protection ( Forpronu ), dont le but était d'arrêter les combats. En 1995, soumis à un ultimatum américain, les présidents serbe, croate et bosniaque signent l'accord de Dayton dont les grandes lignes sont reprises dans le traité de Paris, signé le 14 décembre. En janvier 1996, la Force de l'OTAN pour la mise en oeuvre de la paix a remplacé la Forpronu. A la fin de la même année, l'OTAN donne ordre de déployer une nouvelle force en Bosnie, la SFOR, avec la participation des soldats allemands. Sous la pression internationale, les pays ex- yougoslaves ont établi des relations diplomatiques.

La crise albanaise a été traitée par les européens eux-mêmes, qui ont ainsi exprimé leur détermination de voir se recomposer les structures essentielles de l'Etat albanais. Après bien des difficultés, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé la mission Alba, dotée d'un mandat humanitaire et de protection des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Placée sous commandement italien, la Force multinationale se compose des soldats de neuf nations.

Les deux crises majeures des Balkans ont relevé en même temps l'incapacité de la communauté internationale et des organismes concernés de résoudre en amont les problèmes balkaniques ( moins les différends gréco-turques). La sécurité du continent européen, celle des Balkans par conséquent, dépend largement de la capacité des pays d'Europe occidentale à constituer un pôle de stabilité et d'intégration. En effet, il est logique que la sécurité européenne dépende des Etats de l'Europe. La sécurité dans les Balkans représente, outre la composante militaire, une contribution à la reconstruction apportée par l'UE et l'ONU, ainsi que *l'encouragement des petits pôles de stabilité apparus ces dernières années à y jouer leur rôle.*

## 3. UNE AUTRE VOIE POUR LES PAYS DES BALKANS

### 3.1. La Roumanie

Les changements dans l'espace géopolitique européen ont marqué une nouvelle position zonale de la Roumanie. Ces changements ont offert à la Roumanie de nouveaux voisins. L'Ukraine et la République de Moldova au nord-est, la nouvelle formation fédérative Serbie-Monténégro au sud-ouest, ont créé à la Roumanie une série de problèmes inexistants antérieurement, comme par exemple le conflit yougoslave ou la question de la Transnistrie.

Mais la Roumanie a bien maîtrisé ces problèmes et, peu à peu elle est devenue un facteur très important de stabilité dans l'environnement balkanique. Elle représente à présent une zone où la démocratie s'avère fonctionnelle. Elle a enregistré ces derniers temps des progrès importants dans les domaines du respect des droits civils et de la liberté.

Malgré l'appui de la France, la Roumanie n'a pas été invitée aux négociations d'intégration aux structures euro-atlantiques. Elle est restée dans une « zone grise de sécurité », très proche de la fameuse « zone-tampon » conçue par Staline au cours des années 30, qui incluait, du nord au sud, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. Seulement l'émergence de l'Ukraine semble avoir modifié les données du problème.

Après le sommet de Madrid, la Roumanie n'est pas restée les bras croisés. La réforme fait des progrès et elle bénéficie du support populaire. Le message que la Roumanie cherche à transmettre à ses partenaires occidentaux est qu'elle est prête à faire une offre difficile à rejeter. Face aux grands dossiers tels que l'élargissement de l'Union européenne ou celui de l'Alliance atlantique, la Roumanie est fondée à demander un traitement égal à celui des autres Etats d'Europe centrale.

### 3.2. La Slovénie

Le petit pays ex-yougoslave a su se soustraire aux problèmes spécifiques de sa zone. Parrainée activement par l'Italie, bénéficiant d'un voisinage avantageux du groupe de Viségrad parrainé à son tour par l'Allemagne et d'une religion majoritairement catholique, la Slovénie a toutes les chances d'être intégrée aux organismes européens et euro-atlantiques.

Dans la perspective probable de son entrée dans l'Union européenne, la Slovénie a dû modifier sa législation civile: désormais les étrangers peuvent acquérir des propriétés immobilières.

### 3.3. La Bulgarie

Dès le 17 février 1997, mettant un terme aux hésitations socialistes, le pouvoir en place à Sofia a officiellement déposé la demande d'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN.

Le désir d'une réactivation de la politique balkanique de la Bulgarie a continué de se heurter à la polémique sur la langue macédonienne. Sur la scène intérieure, les responsables bulgares se sont fixé pour objectif une accélération des privatisations, notamment au moyen d'une recherche active d'investissements étrangers, ainsi que la lutte contre la criminalité et la corruption.

Témoin de la priorité accordée par la Bulgarie à ses relations avec l'Allemagne et à une intégration européenne rapide, le lev a été lié au mark.

Ces trois Etats semblent s'être écartés du danger de la balkanisation. Les progrès réalisés notamment sur la voie de la démocratisation, ainsi que les efforts dans le domaine économique, leur donnent le droit d'espérer une intégration rapide dans la communauté européenne. En même temps, ils peuvent servir comme exemples pour les autres pays balkaniques, désireux de suivre la même voie.

## VI. CONCLUSION

Les relations entre les pays balkaniques portent le poids d'un passé qui se mêle intimement à leur présent. Pour ces pays, le passé leur impose des lignes de force desquelles il leur est extrêmement difficile de se démarquer. Les Balkans se trouvent dans un contexte de continuité que caractérisent des relations anachroniques. Cependant, au plan géostratégique, l'équilibre régional a profondément évolué et, s'il permet dorénavant aux particularismes des nations de se développer librement, il est également susceptible de favoriser de véritables changements.

En effet, depuis plusieurs décennies, l'Europe occidentale s'était habituée à considérer la réalité d'au-delà du rideau de fer comme un monolithe inébranlable où régnait l'uniformité. Soudainement toutes les certitudes ont été balayées, et l'on se prend à regarder les pays de l'Europe centrale et balkanique avec une vision nouvelle. La situation si simple et finalement si confortable d'un monde bipolaire laisse place à un enchevêtrement de problèmes, d'intimités, d'antagonismes. Tout est redevenu complexe. Les Etats souverains ou les organismes internationaux qui dorénavant interviennent dans cette région du monde doivent être appréciés à leur propre spécificité.

Les Balkans, quant à eux, ont bien gardé leur spécificité. Mais ce nouvel enfantement d'eux-mêmes s'opère dans des douleurs qui relèvent de maladies chroniques auxquelles la communauté internationale doit appliquer des thérapeutiques adaptées. Les pays balkaniques doivent donc, faire l'effort de s'adapter aux nouvelles circonstances historiques. Ils doivent établir un processus de normalisation de leurs relations, à la fois nécessaire et impératif. La récente réunion « historique » d'Heraklion, en Crète, des huit pays balkaniques, n'a pas permis de résoudre les nombreux contentieux régionaux. Mais elle a constitué le premier effort commun pour examiner ensemble les problèmes de la région.

Pour les pays balkaniques, la croisée des chemins se présente aujourd'hui: chaque pays doit maintenant choisir la voie qu'il désire emprunter.